Politiquement Correct
Le site qui rabote la langue de bois

BRÈVES DE COMPTOIR – RÉSUMÉ POUR GENS PRESSÉS : N° 11 - 11.2026

Où est passé le centre ?

À la recherche du monde perdu où le centre était roi.

En bref : Régulièrement, notamment après chaque conflit, les forces politiques «raisonnables» se regroupent en coalition pour former un gouvernement avec une large assise électorale et donc un fort soutien populaire, en général au **Centre**.

Nous avons vu dans le précédent article de ce blog sur **la démocratie circulaire**, que les extrêmes finissent immanquablement par se retrouver dans ce que Karl Popper appelle **la société close, dictatoriale et intolérante**.

La situation actuelle ne laisse rien présager de bon, tant **la polarisation progresse** et nous voulons ici, proposer quelques pistes pour sortir de ces affrontements et construire une société basée sur **le bien commun**.

Points de départ

Comme dans le reste de l'Europe, c'est une coalition de partis qui a gouverné la Suisse durant et après la fin de la deuxième guerre mondiale. Dès 1959, les négociations entre les partis ont débouché sur **«la formule magique»** qui répartissait entre les quatre partis les plus importants, les sept sièges au Conseil Fédéral.

La routine, puis la polarisation

Pendant de nombreuses années, jusque vers la fin des années 1990, la compositions du CF est **restée inchangée**, reflétant assez bien les sièges au parlement. Dès les années 2002, l'arrivée à la tête de l'UDC du tribun populiste zurichois, **Christoph Blocher** a créé une situation imprévue et inconfortable pour le gouvernement. L'un des partis membre de la coalition **critiquait ouvertement** sa politique. Les idées très **isolationnistes et xénophobes** de Blocher, allaient à l'encontre de la politique d'ouverture à l'Europe préconisée par les autres partis et surtout étaient opposées à la politique d'asile généreuse, que soutenait le parti socialiste.

L'UDC finit par obtenir **un siège de plus au détriment du PDC**, en perte de vitesse à cette époque. **Mais Blocher fut évincé du Conseil Fédéral** suite à un coup tactique des autres partis. Et depuis ce moment le gouvernement est perpétuellement dans une position peu agréable avec un parti qui n'hésite pas à le critiquer durement, avec des termes et des méthodes **peu «civilisées»**.

L'UDC ne cesse de se renforcer, son aile agrarienne, est aujourd'hui presque totalement effacée au profit **des «hard-liners» zurichois**, qui veulent à tout prix **saboter les accords bilatéraux** avec l'UE.

Parallèlement **les Verts** ont connu une belle poussée après le COVID, et ont adopté une posture nettement plus «woke» et donc à gauche, ce qui oblige l**e PS à surenchérir** pour ne pas perdre trop de voix de ce côté. **Les Verts'libéraux** ont fait leur apparition pour accueillir les déçus de l'attitude peu écologique des partis traditionnels et les électeur verts pas disposés à suivre leur parti vers un militantisme plus orienté.

Dans les faits la coalition au pouvoir actuellement représente environ **80 % des électeurs** (au lieu de 87 % en 1960) tout en présentant un éventail d'idées politiques **beaucoup plus large**. La différence entre les socialistes et l'UDC est significative par rapport à ce qu'elle était en 1960. **Et l'on est en permanence au bord du clash.**

Jusque là, c'était surtout le Parti Socialiste qui a du avaler des couleuvres pour maintenir ses sièges au gouvernement, mais avec **un grand nombre de ses électeurs populaires partis renforcer** les rangs de l'UDC. Il commence aussi à être obligé d'adopter une posture plus revendicative s'il veut continuer à exister. Et l'éventail continue à s'ouvrir au détriment du consensus.

L'idée de cet article est de présenter le dessous des cartes et de voir si l'on peut jouer la partie autrement.

Petite mise à nu de ces partis gouvernementaux

Le PLR et le PDC : **les gardiens de l'ordre bourgeois et moral.**

Le Parti Libéral Radical : Depuis 1848, il est l'élément bâtisseur de la Suisse moderne, mais depuis s'est largement institutionnalisé pour devenir le **parti de l'establishment économique, des grandes banques et des milieux patronaux. C'est la droite libérale historique.**

Le Centre (ex-PDC) : Issu du camp conservateur-catholique battu lors de la guerre du Sonderbund en 1847, il a longtemps défendu un ordre moral traditionnel, l'archétype de la famille patriarcale et les intérêts de l'Église. **C'est la droite conservatrice confessionnelle.**

Ces deux partis ont été durant de nombreuses années un repaire de **notables affairistes** qui se sont partagé le pouvoir et ses retombées sonnantes et trébuchantes, en particulier dans l'immobilier, et qui continuent à le faire dans certains cantons.

Le PS : la garantie morale que l'on s'occupe des petites gens.

Le Parti Socialiste Suisse : À l'origine représentant des classes ouvrières et des petits fonctionnaires, il a progressivement perdu son électorat traditionnel du fait du transfert des salariés du secteur secondaire vers le secteur tertiaire. Voilà bien longtemps que l'on ne trouve pratiquement plus trace d'un ouvrier parmi les adhérents de ce parti, qui est devenu **le syndicat attitré de la fonction publique**, en particulier des enseignants et des cheminots. Voyant les résultats obtenus, les professionnels de la santé et les employés de l'État les ont rejoints. **Ce parti n'a plus aucun intérêt à défendre l'économie,** puisqu'il n'existe qu'au travers d'une clientèle qui n'en est pas ou peu dépendante.

L'UDC : les nationalistes, patriotes et populistes.

L'Union Démocratique du Centre : Était à l'origine le PAI (Parti des artisans et indépendants). C'était un parti modéré, pragmatique, ancré dans la paysannerie et les classes moyennes rurales. Il jouait précisément un rôle de tampon et de centre modérateur entre la gauche syndicale et la droite urbaine et bancaire (le PLR). C'était la « Oelke » (la politique de l'huile dans les rouages), le compromis agricole et le soutien à l'État social pour protéger la paysannerie. On pourrait presque dire qu'il était le parti le plus au centre. Ce n'est que dans les année 1990 que Christoph Blocher en a fait **un parti national-populiste identitaire,** en absorbant notamment l'Action nationale et le mouvement républicain de James Schwarzenbach.

Comment s'attaquer aux racines de la polarisation ?

Pour permettre à un centre fort de se reconstituer, il est essentiel que les partis gouvernementaux les plus raisonnables, modifient leur posture politique et surtout leur manière d'en faire. Nous allons essayer ci-dessous de lister les principales pistes qui leur permettrait de retrouver leur place au centre en taillant des croupières aux extrêmes.

L'Éthique

Les nouvelles générations, ne sont plus disposées à accepter des comportements qui frisent avec la légalité, et attendent de la part des politiciens moderne une attitude particulière, dont les éléments principaux sont :

- **La transparence** : à tous les niveaux, financement des partis et des campagnes, intérêts économiques des élus, revenus, fortune, etc. De nombreuses législations adaptées ont été introduites au niveau fédéral, et un peu cantonal, mais il est essentiel que cela devienne une habitude d'hygiène politique.

- **La probité** : il ne se passe pas de semaine sans que l'on entende des rumeurs de collusions d'intérêts entre des responsables politiques et des acteurs privés. **La corruption, le clientélisme et la prévarication** restent des pratiques communes dans bien des endroits et l'on ne saurait continuer à le tolérer.

- **La limitation des mandats** : pour garantir un renouveau permanent du personnel politique et éviter les «vieux crocodiles» qui n'ont que le choix de continuer, car ils ne savent faire rien d'autres.

- **Des politiciens miliciens** : pour garantir une absence d'intérêts extérieurs et les ambitions de carrière néfastes. Malheureusement on constate dans les faits, **une plus grande professionnalisation,** surtout chez les femmes.

- **La lutte contre les conflits d'intérêts des parlementaires** : Permettrait peut-être d'améliorer la situation, en durcissant les règles au niveau des incompatibilités, en limitant le nombre, le cumul et la durée des mandats, tout assurant **une indemnisation matérielle** et un soutien structurel suffisant.

Les méthodes de travail

- L'approche préconise ici **une ingénierie fragmentaire** à la Karl Popper (progrès progressifs plutôt que révolutions utopiques) articulée autour d'une méthode en trois axes **(les 3 P)** : la **progressivité** (installer le changement par étapes pour limiter les résistances), la **profondeur** (mesures qualitatives recherchant l'adhésion citoyenne) et le **parallélisme** (mener plusieurs chantiers de front pour maintenir la dynamique).

- Le travail à **long terme**. S'il est démontré que **la recherche de profits à court terme, induite par les mandats électoraux (cycles de 4 ans)** est souvent néfaste, car une telle vision conduit inévitablement à **des gaspillages et à l'essoufflement de l'État.**

- la mesurabilité devrait être mise en place dans tous les secteurs de l'État. Il en va de **la responsabilité des politiques et de l'administration face aux citoyens.** Ces mesures peuvent revêtir diverses formes :

- L'évaluation *ex post* des lois : Intégrer des clauses de révision ou des « clauses couperets » (*sunset clauses*) permettant d'analyser l'efficacité réelle d'une législation.

- Des indicateurs d'impact et de résultat (KPI) : Ne plus évaluer une politique publique au volume de budget injecté, mais aux résultats concrets et mesurables obtenus sur le terrain pour la collectivité.

- Des audits d'efficience indépendants : Généraliser les contrôles par des organismes externes et indépendants (à l'image du Contrôle fédéral des finances).

- La publication de tableaux de bord citoyens : Rendre ces métriques d'avancement et d'efficacité directement accessibles en ligne, afin que le débat public repose sur des faits vérifiables plutôt que sur de la communication électorale.

- la flexibilité, au lieu du dogmatisme qui fige tout. Comme le dit un adage populaire *"Il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis!"*, il faut absolument sortir de ces postures où **le dogme du parti empêche une vision claire de la situation.** Et c'est proprement le motto de ce site: *"raboter la langue de bois !"*.

Quels devraient être les objectifs de la politique ?

Nous croyons sincèrement que la recherche du **«bien commun»** est plus importante que celle de **l'intérêt général,** car une démocratie dotée d'un centre fort aura pour but de répondre aux souhaits d'une majorité de citoyens, en intégrant aussi parfois des concepts portés par des extrêmes, s'ils recueillent l'adhésion du plus grand nombre. Un deuxième choix porte sur le type de société : **État-providence ou responsabilité individuelle ?** Le délicat équilibre entre tous ces concepts définit la société qu'une population souhaite voir se construire.

Depuis mai 1968, s'est opéré un changement de paradigme majeur dans nos sociétés occidentales, et après près de 30 ans de prospérité, nous avons du affronter :

- une plus grande affirmation des libertés individuelles.

- la fin de l'hégémonie coloniale sur les ressources naturelles

- la fin du communisme, plus de contre-pouvoir au capitalisme.

La diminution de la croissance qui s'en en suivi a provoqué un ralentissement de la croissance fragilisant le financement de l'État-providence dont s'étaient dotées les nations occidentales.

Cela fait maintenant près de 50 ans que les gouvernements naviguent à vue, sans cap précis, en faisant des expériences malheureusement peu efficaces et **créant des rancœurs** dans les populations.

Quelles sont les thématiques urgentes ?

- Politique du logement : Se loger dignement est le premier maillon de la stabilité sociale. Face à l'envolée des loyers et des prix de l'immobilier, l'accès au logement est devenu un facteur majeur de déclassement.

- **Politique de développement économique** : harmonisée avec celle de l'immigration pour éviter que la population suisse ne souffre de l'arrivée de ces «expats»

Lutte contre la pauvreté : En Suisse, les salaires sont parmi les plus élevés au monde et pourtant le taux de pauvreté est presque le même que dans de nombreux pays voisins. Les causes de cette situation sont à rechercher essentiellement dans **le niveau des charges obligatoires, qui ont explosé par rapport aux salaires depuis 1960.**

Lutte contre les inégalités : Le sentiment d'injustice fiscale et sociale mine la cohésion nationale. Lorsque les classes moyennes ont l'impression de supporter tout l'effort collectif tandis que les plus fortunés échappent à la solidarité, le pacte républicain se brise. **Il s'agit de restaurer une juste répartition des richesses,** sans pour autant décourager l'initiative et la réussite individuelle.

Assurances sociales : que ce soit **l'AVS, l'AI ou l'Assurance-Maladie,** les modèles en vigueur «fatiguent» et il faudra bien revoir leur financement et leur mode de fonctionnement, **avant que les dettes augmentent trop** comme dans certains pays voisins.

Politique sécuritaire : une grande partie de la population juge le système actuel trop conciliant et demande **l'application stricte des punitions.**

Politique de l'éducation : Une politique trop peu sélective au niveau de l'éducation secondaire et gymnasiale amène des cohortes de jeunes, **bien trop grandes, et avec un niveau trop bas,** aux portes de l'Université.

Citation de John Maynard Keynes : ***Le problème politique de l'Humanité consiste à combiner trois choses : l'efficacité économique, la justice sociale et la liberté politique.***

Texte complet avec sources, méthode et graphiques sur : www.politiquementcorrect.ch